Oublier, c'est trahir — Se souvenir, c'est servir

67e Année. — N° 133. — Le numéro : 15 centimes — SAMEDI 13 MAI 1922.

POUR VOS BIJOUX
DIAMANTS, OR à « FIX »
Perle « Delby » inaltérable
DUHAMEL-LARDÉ
Maison de Confiance
Face au « Journal de Roubaix »
Réparations. Transformations. Prix sans d'avance.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS — Nord et limitrophes. 3 mois, 12.00 ; 6 mois, 23.00 ; 1 an, 45.00. — France et Belgique. » 13.00 ; » 25.00 ; » 48.00. — Union postale ..... » 22.00 ; » 43.00 ; » 82.00.

REDACTION - ANNONCES - ABONNEMENTS — ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter, 1199. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille

POUR VOS MONTRES
PENDULES & RÉVEILS
Un bon horloger
DUHAMEL-LARDÉ
Diplômé de l'Ecole Nationale
68 Grande-Rue ROUBAIX 68
Qualités et prix toujours avantageusement comparables

LES ÉLECTIONS CANTONALES

LE DEVOIR des Électeurs

Chaque citoyen français a, demain, dimanche, un devoir essentiel à remplir : prendre part aux élections pour le renouvellement des Conseils généraux et d'arrondissement.

Les Conseillers généraux et d'arrondissement, entre qu'ils gèrent les affaires régionales qui nous touchent de près, jouent un rôle dans la politique du pays en prenant part à l'élection des sénateurs.

La conduite à tenir est bien simple. Elle découle de principes qui n'ont jamais varié ici : Devant un péril certain, grave, menaçant., comme celui du bolchevisme et du socialisme révolutionnaire, il faut marcher, sans souci des préférences personnelles, derrière ceux qui restent fidèles à la France, et qui la mettent au-dessus de tout.

Nous voterons pour le candidat de l'Union Sacrée. Si ce candidat ne nous plaît pas, nous voterons pour lui quand même car nous voterons ainsi contre les espoirs de l'Allemagne et contre l'entreprise bolcheviste.

Là où un candidat se trouve seul pour lutter contre le seul danger, votons pour lui, s'il nous donne la garantie minimum, mais indispensable, du patriotisme.

Là où deux candidats patriotes, amis de l'ordre, sont en présence, nous pouvons choisir celui qui a nos préférences.

Comment appliquer ces principes :

Dans les Cantons de Roubaix, rien n'est plus facile. Seuls, MM. Fernand Motte (Canton Ouest), Charles Malfilatre (Canton Nord) et Léon Beausire (Canton Est), s'opposent nettement, et avec chances de succès, aux socialistes et communistes.

Dans le Canton de Lannoy, deux candidats se présentent contre les révolutionnaires : MM. Jules Parmentier et Joseph Leroy, tous deux républicains. Les électeurs pourront rester fidèles à leur devoir en votant selon leurs préférences.

A Cysoing un seul candidat de l'ordre, M. Castelain, républicain, conseiller sortant.

A Tourcoing, M. Vandenberghe (Canton Nord-Est) et M. Alcide Mullet (Canton Nord), candidats de la Fédération Républicaine et de la Solidarité Républicaine, se présentent seuls, avec un programme d'ordre et de défense nationale. Ils sont les candidats désignés contre les socialistes et les communistes.

Dans le Canton de Tourcoing-Sud, la situation est plus délicate. Les électeurs anti-socialistes se trouvent en présence de deux candidats : l'un présenté par la Fédération Républicaine, M. Fouquet-Lelong ; l'autre, par la Solidarité Républicaine, M. Robbe fils.

A l'avantage d'avoir déjà assuré, sur son nom, la victoire contre les révolutionnaires, M. Fouquet-Lelong joint le mérite des services rendus dans l'accomplissement consciencieux de son mandat ; cela compte. Il eût été préférable pour le succès de la lutte anti-révolutionnaire et pour respecter l'union sacrée, qu'il se fût trouvé seul ; mais la Solidarité Républicaine a voulu présenter un autre candidat dans ce canton : M. Henri Robbe Fils, jeune, actif, et qui a de brillants états de services militaires.

Les électeurs jugeront.

Les électeurs pourront faire un choix entre les deux candidats anti-révolutionnaires de Quesnoy-sur-Deûle : M. Louis Claro, conseiller sortant, républicain, et M. Jean-Marie Sigier, radical.

Faut-il ajouter que, dans tous les cantons où s'offrent plusieurs candidats anti-bolchevistes et anti-socialistes, il est indispensable que l'union se fasse, au second tour, sur le nom le plus favorisé.

Ainsi seulement, nous aurons la victoire.

Une autre politique ne nous mènerait qu'à la défaite.

EN IRLANDE

Trois catholiques fusillés

Belfast, 12 mai. — Des hommes masqués ont fait ouvrir, de bonne heure, ce matin, la porte d'une maison où se trouvait une famille catholique. Ils ont fait aligner les trois frères sinés contre le mur et les ont fusillés.

L'un d'eux a été tué net et les deux autres grièvement blessés.

Une intense fusillade à Belfast

Belfast, 12 mai. — Il s'est produit, ce soir, dans la ville, la plus intense fusillade, dont on ait eu l'exemple depuis quinze jours. Il a fallu deux heures à la police et à la troupe pour s'en rendre maîtres.

Une bombe explose dans un tramway

Belfast, 12 mai. — Dans un tramway qui rentrait au dépôt, cette nuit, les employés ont trouvé une valise abandonnée.

Au moment de l'ouvrir, une bombe, qui se trouvait à l'intérieur, a fait explosion. Quatre hommes ont été blessés.

LA CONFÉRENCE DE GÊNES

L'attitude de la France et de l'Angleterre devant les prétentions russes

Après quelques heures de réflexion, chacun s'est fait une opinion sur la réponse russe. L'impression générale et presque unanime est qu'elle est non seulement inacceptable, mais qu'elle enterre définitivement les illusions généreuses et dangereuses qui avaient donné naissance à l'idée de la Conférence.

La Petite-Entente tout entière proclame

M. SCHANZER
ministre des Affaires étrangères italien

que le point de vue français était le bon. Les neutres s'y rallient également, non sans un soupir de délivrance.

La position de la France dans le débat

La position de la France dans le débat est maintenant très nette. N'ayant pas signé le mémorandum du 2 mai, la délégation française garde toute liberté dans la discussion à laquelle elle ne continuera sans doute à intervenir, comme la Belgique, qu'à titre officieux.

Les Commissions d'experts poursuivraient l'examen du problème russe

Gênes, 12 mai. — Il est probable qu'à la réunion de la sous-commission des affaires russes, M. Barthou fera une simple déclaration en faveur de l'ajournement de la Conférence et qu'il ne s'opposera pas à la constitution de commissions d'experts chargées d'examiner ultérieurement le problème russe. Il est également à prévoir qu'on insistera du côté français pour que la Conférence tienne lundi ou mardi une dernière séance plénière.

Les milieux britanniques, tout en étant d'accord en principe pour que la discussion avec les Soviets ne soit pas poursuivie à Gênes, estiment que des commissions d'experts doivent poursuivre l'examen du problème russe.

Plusieurs délégués, au contraire, notamment la Belgique, seraient hostiles à cette procédure.

Que fera la délégation française ?

Londres, 12 mai. — Le correspondant du « Daily News » à Gênes se dit en mesure d'affirmer qu'étant donné l'attitude adoptée par la France à l'égard des Russes, M. Lloyd George a déclaré à M. Barthou d'un ton calme que quelle que soit l'opinion de la France au sujet de la réponse russe, il poursuivrait les choses jusqu'au bout et ne permettrait pas que la question de la propriété privée soit « l'échafaud sur lequel doit être guillotinée la paix de l'Europe ».

Même les optimistes les plus endurcis croient que ce soir ou avant quarante-huit heures, la délégation française aura repris le chemin de Paris.

Le correspondant du même journal, télégraphie d'autre part, que la réponse russe n'est pas du tout satisfaisante puisque toutes les propositions faites par les Alliés ont été systématiquement rejetées. Après avoir enlevé un feuillet des livres de revendications de Paris et de Bruxelles, Moscou vient de faire une intervention qui pourrait avoir un effet fatal pour la Conférence.

La sous-commission qui se réunira probablement samedi, décidera si la Conférence a définitivement vécu.

Le point de vue britannique

Londres, 12 mai. — L'Agence Reuter publie la dépêche suivante de Gênes :

La déclaration autorisée suivante, exposant le point de vue britannique, a été publiée aujourd'hui à 13 h.

M. Lloyd George et les autres délégués britanniques, examinent la réponse russe qui leur semble stupide, au point de vue des intérêts des Russes et paraît n'être que de la propagande oiseuse, au lieu d'être un document pratique.

Toutefois, la Grande-Bretagne n'est pas disposée à adopter le point de vue que l'Europe ne doit pas avoir la paix et que l'on doit se désintéresser de la misère du peuple russe, uniquement à cause d'arguments stupides.

En ce qui concerne la Russie, l'aide à lui apporter est sans nul doute retardée et rendue difficile, mais c'est l'affaire du gouvernement russe.

Nous sommes tout à fait disposés à étudier la suggestion que les questions des crédits et des dettes, ainsi que celle de la propriété privée, soient soumises à une commission mixte qui les examinera en détail et fournira éventuellement un rapport.

Cette façon de procéder, toutefois, signifie que la Russie devra attendre plus longtemps avant de pouvoir obtenir des crédits.

En ce qui concerne l'autre aspect du document russe, à savoir la paix en Europe, cette partie de la réponse permet d'établir une base satisfaisante pour de nouvelles négociations.

Une rupture à cause de ce document, signifierait que les Etats frontières de la Russie pourraient être exposés à des dangers de guerre et que la paix pourrait être fondamentalement troublée.

Les délégués britanniques ne sont pas prêts à nommer des représentants à la commission d'enquête sur les questions concernant les crédits et les biens, à moins d'une garantie précise qu'aucune propagande ne sera entreprise pendant que la commission siégera.

Cette garantie doit être réciproque, c'est-à-dire que si la Russie s'engage à adopter une politique de non-agression ou de non-propagande, les autres Etats devront prendre un engagement analogue.

Comme le pacte de non-agression ne peut pas être conclu avant que les frontières de l'Europe orientale ne soient fixées, la délégation britannique a l'intention de proposer une trêve sur la base des frontières « de facto » jusqu'à ce que la Commission ait terminé ses travaux et qu'un accord précis soit intervenu avec la Russie.

Récapitulant son point de vue, la délégation britannique considère que le document russe est déplorable touchant la question des intérêts russes, car il retarde le règlement de la question des crédits ; mais elle n'estime pas toutefois que cette réponse rende toute nouvelle négociation impossible, ni qu'elle mette fin à la Conférence. Cette façon de voir est partagée par la délégation italienne.

Enfin, la délégation britannique attache de l'importance au fait que la troisième résolution de Cannes est acceptée par les Russes

Un projet de trêve

Londres, 12 mai. — L'Agence Reuter reçoit de Gênes la dépêche suivante :

La délégation britannique a proposé une trêve sur la base des frontières « de facto » jusqu'à la conclusion d'un accord précis avec la Russie.

L'attitude de la Suisse

Berne, 12 mai. — Le conseiller fédéral Schulthess, de retour de Gênes, où il représente la Suisse à la Conférence, a déclaré qu'en ce qui concerne l'attitude de la Suisse à l'égard de la Russie, le Conseil Fédéral n'a encore pris aucune décision.

Il ne se prononcera que quand la France et la Belgique auront pris une décision définitive et que la réponse russe sera connue.

Au cas où un arrangement collectif interviendrait avec la Russie, la Suisse y participera. Si cet arrangement ne se produit pas, il y aura une quantité d'arrangements spéciaux.

Une imposante cérémonie à Lorette

La rencontre du roi George V et du maréchal Foch

Arras, 12 mai. — Aujourd'hui, a eu lieu à Lorette, une émouvante cérémonie, où se sont rencontrés le roi George V et le maréchal Foch.

A 9 h. 30, l'auto royale apparaît bientôt, suivie d'une seconde voiture, celle du maréchal Douglas Haig.

Sa Majesté George V est salué par le maréchal Foch, qui lui exprime les sentiments de gratitude du peuple français, pour sa visite à Lorette ; par M. Causel, au nom du Président de la République et du Gouvernement, et par M. le chanoine Maréchal, au nom de Mgr Julien, évêque d'Arras.

Le Roi passe les troupes en revue, et se dirige vers le cimetière de Lorette, d'où le maréchal Foch lui explique le thème des grands combats de 1914 et 15.

UN MOMENT INOUBLIABLE

Le Roi s'étant dirigé vers la butte de Lorette, y déposa une gerbe de fleurs en témoignage, dit-il, « de reconnaissance et de gratitude envers les soldats français ».

Deux minutes de silence... Une sonnerie de clairon... la cérémonie est terminée.

Le Roi, accompagné de Foch et des officiels, se dirige vers la crête de Vimy, à l'endroit où sera érigé le « Phare des morts ». Les autorités lui sont présentées. Après avoir montré à George V les crêtes qui séparent la Flandre de l'Artois, crêtes où s'est joué le sort du monde, le maréchal exprime à nouveau au Roi les remerciements de la nation.

SENTIMENTS DE CORDIALITÉ

Le maréchal Foch s'entretient avec le Roi et avec le maréchal Douglas Haig.

Il ajoute : **Nous sommes liés par une confraternité d'armes qui a été cimentée par le sang de nos soldats ; elle a une même cause et elle est basée sur les mêmes raisons d'être ; elle se continue dans une unité de sentiments absolue.**

— Oui, répond le Roi, **elle subsistera toujours.**

Le Roi voulait retenir le maréchal à déjeuner ; le maréchal dut décliner cette invitation, obligé, dit-il, de se rendre à Paris le soir même.

George V et sa suite remontent dans leurs autos et se dirigent vers Arras.

A BAPAUME ET A ALBERT

Ils traversent Arras vers 11 h. 15, et se dirigent vers Bapaume, puis, de là, à Albert, où le Roi a déjeuné dans son train qui est venu le rejoindre dans cette ville. Dans la soirée, il a gagné Etaples.

LA JOURNÉE DE SAMEDI

La visite du cimetière militaire de Terlinchem, aux environs de Boulogne, se fera samedi. Le Roi prononcera un discours, auquel répondra le général de Castelnau.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Les Élections Cantonales

DU DIMANCHE 14 MAI 1922

CANTONS DE ROUBAIX

Un appel de la Ligue d'Union Républicaine

La Ligue d'Union Républicaine de Roubaix nous communique ce qui suit :

L'heure est grave.

La France victorieuse réclame le concours de tous ses enfants pour défendre ses intérêts menacés.

L'Allemagne, après avoir mis nos départements en ruines essaie de se soustraire aux réparations et prépare hypocritement une revanche.

Comment la France empêchera-t-elle l'Allemagne d'assouvir sa haine ?

Comment la France empêchera-t-elle l'Allemagne de donner suite à ses sanglants desseins ?

Par une politique ferme et sage.

Faisons donc confiance à ceux qui ont la lourde responsabilité du pouvoir.

Unissons-nous sous les larges plis du drapeau tricolore pour préparer dans la paix extérieure et intérieure toujours plus de bien-être pour ceux qui travaillent.

La guerre est le plus grand des fléaux.
La guerre prend à la mère, son fils.
La guerre prend à la femme, son époux.
La guerre prend à l'enfant, son père.
La guerre prend à la fiancée, son promis.
La guerre prend le meilleur sang du pays.
Crions donc : « A bas la guerre ! »

Mais pour éviter la guerre, restons unis.

Une France unie sera toujours respectée au dehors. L'ennemi aux aguets aura le respect de sa force.

Crions aussi : « A bas la révolution ! »

Quoi de plus triste que de voir les enfants d'un même pays, d'une même région, d'un même clocher, s'entretuer.

Travaillons la main dans la main, pour ramener la prospérité en France, prospérité dont nous profiterons tous.

Mutilés ! Vos pensions doivent être en rapport du coût de la vie, elles ne peuvent être limitées. Votre cause est sacrée, nous la défendrons avec notre plus grande énergie.

Anciens combattants ! Votre confiance sera accordée à ceux qui ont souffert comme vous, à ceux qui ne se sont pas dérobés à leur devoir à l'heure du danger.

Avec eux vous avez gagné la guerre, avec eux vous gagnerez la paix.

Aux tranchées vous étiez à leurs côtés, ne les abandonnez pas à l'heure de veiller au salut de la France et de la République.

Combattants... Au drapeau !

Pères de famille ! Depuis la lâche agression de 1914, vous avez souffert.

Vos fils ont lutté pour bouter hors de notre territoire un ennemi brutal qui a osé enlever vos filles sous vos yeux.

Certains de vos enfants ne sont malheureusement pas revenus.

Leur souvenir dicte votre conduite.

Vous avez d'autres enfants et petits-enfants qui doivent être le rayon de soleil de votre vieillesse.

L'espoir de ces rayons de soleil ne doit plus connaître les heures rouges.

Pour que vos enfants et petits-enfants puissent être le bonheur de vos vieux jours, pour qu'ils puissent jouir en paix des libertés reconquises par le sang de leurs aînés, donnez votre appui à ceux qui veulent dans la paix continuer l'œuvre des héros tombés au champ d'honneur.

Petits commerçants ! La prospérité et le bonheur appartiendront aux pays qui dans l'avenir travailleront dans l'union.

La situation électorale est claire.

La lutte est engagée sur le terrain :

Ordre ou désordre. Choisissez.

Votre décision sera grande d'importance.

Nous avons confiance en vous.

Syndicalistes ! Vous fûtes dans le passé les victimes de politiciens ambitieux.

Le syndicat devait être une organisation de progrès, il fut un élément de divisions et de misères.

Vos cotisations devaient servir vos intérêts professionnels, elles ont été gaspillées.

Syndicalistes, vous ne l'oublierez pas.

Employés ! Notre région a vécu depuis 1914 des heures sombres.

La catastrophe est évitée. L'industrie et le commerce ont la tête hors de l'eau. Mais, pour respirer à pleine poumons, pour triompher de l'avenir et reprendre notre place ancienne dans le monde commercial, votre précieux concours nous est indispensable.

Vous donnerez votre appui aux gens d'expérience qui sauront assurer vos lendemains.

La question des habitations pour employés aura toute notre sollicitude ainsi que toutes les questions susceptibles d'améliorer votre avenir.

Ouvriers ! Notre région peut revivre dans le calme et le travail des jours heureux.

Vous avez des droits, vous les connaissez.

Vous avez des devoirs, vous ne pouvez les méconnaître.

Nous ferons respecter la loi de huit heures.

Nous ne sommes les ennemis d'aucun progrès social.

Le capital doit travailler.

Le travail doit posséder.

Avec la collaboration de tous, nous voulons travailler au bonheur de tous.

Faites-nous confiance en votant pour les candidats d'ordre et de progrès social.

Dans le canton Roubaix-Ouest, Croix, Wasquehal, votez pour Fernand Motte.

La Ligue d'Union Républicaine.

* *

AUX ELECTEURS DU CANTON DE ROUBAIX-OUEST

L'Union Républicaine adresse l'appel suivant :

La Fédération Républicaine du Nord ne présente à Roubaix qu'une seule candidature, celle de M. Fernand Motte, dans le canton Ouest. Cette candidature doit rallier les suffrages de tous les républicains. Fernand Motte ne fait pas partie de l'« Union Nationale et Républicaine », mais nous avons jugé opportun de ne lui opposer aucun candidat de notre Union, parce que sa profession de foi nous donne tous apaisements et parce que sa personnalité nous inspire toute confiance.

Tous les électeurs désireux d'assurer le progrès social dans l'ordre, doivent voter pour lui.

Soyons disciplinés. Tous aux urnes, dimanche. Aucune abstention. Tel est notre mot d'ordre.

L'Union Nationale et Républicaine de Roubaix et de ses cantons.

Une belle réunion de la Fédération Républicaine à Wasquehal

EN UN MAGISTRAL DISCOURS, M. FERNAND MOTTE EXPOSE SON PROGRAMME

Les réunions électorales de M. Fernand Motte, le vaillant candidat de la Fédération républicaine, sont de plus en plus suivies, et c'est devant un nombreux auditoire qu'il exposa son programme, vendredi soir, au cours d'une réunion qui eut lieu à 21 h., au Café du Centre, chez M. Destailleurs-Lefebvre. Devant une salle comble, M. Dubois ouvre la séance. La présidence est donnée à M. Destailleurs, maire de Wasquehal, ayant MM. Delcroix et Leveugle, comme assesseurs.

DISCOURS DE M. FERNAND MOTTE

Dans une de ses envolées éloquentes, qui lui sont coutumières, M. Fernand Motte expose son programme. Avec une foi et une sincérité que l'on sent dans chacune de ses phrases, l'orateur fait revivre les heures douloureuses de la guerre que notre population du Nord eut à subir plus que toute autre. « En 1914, lors de la lâche agression dont nous fûmes victimes, dit-il, il n'y eut qu'une seule nation, qu'un seul peuple debout pour résister à l'oppresseur. Les opinions politiques, les partis, les luttes de classes s'effacèrent pour opposer à l'ennemi une seule catégorie d'hommes : les Français. Et maintenant continue M. Motte, dans la paix conquise, mais non encore acquise, nous devons, comme en ces heures inoubliables, nous unir et lutter pour la paix intérieure, une paix intégrale, complète, sans équivoque, et surtout sans la menace constante d'une nouvelle guerre. La paix internationale, nous la voulons plus que tout autre, avec tous les pays qui ne veulent pas conquérir, mais qui veulent vivre dans le calme, de leurs efforts coordonnés et de leur labeur.

A l'heure actuelle, nous devons nous opposer de toutes nos forces aux théories qui veulent la lutte des classes et faire face au danger révolutionnaire qui nous menace et qui est aussi imminent que ne l'était le danger extérieur d'avant-guerre. Pour cela, nous devons faire confiance au gouvernement actuel, parce que nous ne voulons pas qu'une reconstitution de l'Europe se fasse à charge de la France et sur le dos de la France, alors que la menace d'une alliance de l'Allemagne avec la Russie soviétique est continuellement à craindre.

La Fédération Républicaine désire et veut le progrès. Le progrès qui nous vaudra à tous une plus grande sécurité, une aisance plus large et qui amènera avec lui les améliorations souhaitables aux classes les moins favorisées de la société. »

Ardent partisan de la loi sur les assurances sociales et des habitations ouvrières, M. Fernand Motte s'étend longuement sur les réformes à apporter au régime actuel. Réformes que nous, candidats de la Fédération Républicaine, nous promettons d'appuyer de tout notre pouvoir, dit-il, et qui sont d'ailleurs spécifiées sur notre programme et que nos électeurs pourront nous rappeler en ayant la certitude que leur revendications sont en bonnes mains.

En terminant, M. Fernand Motte cite une phrase qui esquisse bien son caractère d'ardent patriote et d'homme de devoir : « Je comprends très bien, dit-il, que l'on vote pour un communiste, si l'on est communiste, mais je ne comprends pas que l'on puisse ne pas voter. Tous aux urnes dimanche, c'est le droit et le devoir de chaque citoyen digne de ce nom. »

Le discours de M. Fernand Motte a été salué d'applaudissements, et c'est au milieu d'un enthousiasme général, que l'orateur termine, chaudement félicité par de nombreux partisans.

M. Dubois prend la parole pour assurer M. Motte d'un franc succès, qu'un homme tel que lui mérite grandement. Après un ordre du jour voté à l'unanimité, la réunion se termine sans incident, au chant de la « Marseillaise ».

Un appel de l'Union Nationale et Républicaine

L'Union Nationale et Républicaine de Roubaix et ses cantons, adresse l'appel suivant :

AUX ELECTEURS DES CANTONS DE ROUBAIX-NORD ET DE ROUBAIX-EST

Appelés à élire, dimanche prochain, un conseiller général et un conseiller d'arrondissement, vous aurez à choisir entre les candidats communistes, socialistes, radicaux-socialistes et républicains.

Les communistes nient tous les principes sur lesquels est fondée la vie d'une nation civilisée ; ils ne songent qu'à détruire !

Les socialistes prétendent que la défense nationale n'est qu'un mot, et ils offrent « une main fraternelle » aux Allemands en leur consentant généreusement la remise de leurs dettes, que le travailleur français devrait alors acquitter de son labeur et de ses sacrifices !

Les radicaux-socialistes rêvent la réhabilitation de Caillaux et de Malvy et le retour aux jours néfastes du combisme !

Communistes, socialistes, radicaux, se déchirent entre eux, mais ils sont unis contre quiconque ne veut ni renier le drapeau tricolore, ni trahir la cause sainte de la famille, ni se laisser dépouiller de ses biens ou soumettre à la pire inquisition fiscale. Ils sont étroitement groupés contre celui qu'ils appellent « l'adversaire commun ». Pour eux, « l'adversaire commun », c'est le patriote, c'est l'homme d'ordre et de progrès, c'est l'adversaire du renouvellement des querelles religieuses !

Leurs programmes ? Leurs convictions ?

Voyez les purs du communisme russe, les chefs les plus fameux du bolchevisme, à la Conférence de Gênes ! Ils dînent avec le roi, avec les ministres « bourgeois », ils habitent de somptueux hôtels, ils vivent « la vie de château » et ils achètent des chemises de soie... pendant que le paysan et l'ouvrier russes meurent de faim !

Seuls, les candidats républicains revendiquent hautement pour tous plus de liberté, plus d'égalité, plus de fraternité.

Si vous voulez la liberté la plus grande, la plus complète, la plus large,

Si vous voulez l'égalité pour tous sans distinction d'opinion ni de religion,

Si vous voulez la fraternité assurée dans la paix sociale et la paix religieuse,

Si vous voulez une politique d'Union Sacrée,

Votez pour M. Charles Malfilatre dans le canton Nord, et pour M. Léon Beausire dans le canton Est.

Vive la France ! Vive la République !

Le Comité de l'Union Nationale et Républicaine de Roubaix et de ses cantons.

* *

ENTENTE ELECTORALE POUR ASSURER LA LIBERTE ET LA SINCERITE DU VOTE

Par suite d'une erreur de l'imprimeur chargé de la fourniture des bulletins de vote des divers partis signataires de l'Entente Electorale, des bulletins au nom de M. Malfilatre contiennent une qualification inexacte.

M. Malfilatre y est désigné comme étant conseiller municipal de Wattrelos alors qu'il est en réalité « ancien conseiller municipal ».

Cette erreur de qualification n'empêche pas l'attribution des bulletins qui le renferment à M. Malfilatre, candidat de l'Union Nationale et Républicaine, son bénéfice étant certain. (Manuel Elect. Dallos parag. 740).

Ceci est tellement vrai que le Décret réglementaire du 2 février 1852 dit : « On doit attribuer à un candidat les bulletins sur lesquels son nom a été substitué à celui d'un concurrent, et spécialement les bulletins sur lesquels le nom imprimé de l'adversaire a été remplacé par le nom de ce candidat, soit à l'encre, soit au crayon. Il en est ainsi, alors même que les titres dont le premier nom était accompagné n'ont pas été effacés. » (Manuel Elect. Dallos parag. 736).

Aucune contestation ne saurait donc être élevée au sujet des bulletins au nom de M. Charles Malfilatre, contenant une qualification erronée, qui se trouveront dans les urnes aux élections du 14 mai.

Pour le Parti Socialiste : Henri Barrt, Henri Lefebvre ; pour l'Union Nationale et Républicaine : Paul Deherter, Paul Delgrange ; pour la Ligue d'Union Républicaine : Jean Courier, Jules Lehembre ; pour la Ligue Radicale et Radicale-Socialiste : Auguste Bessède, Albert Décomte.

LE CANTON DE ROUBAIX-NORD

Une réunion de l'Union Nationale et Républicaine, rue de Cartigny

L'EXPOSÉ DU PROGRAMME DE M. MALFILATRE EST VIVEMENT APPLAUDI. DISCOURS DE M. GŒTHALS.

Vendredi à 21 h., au Café Franco-Belge, rue de Cartigny, un nombreux public a chaleureusement applaudi la candidature de M. Malfilatre, au Conseil général pour le canton Nord.

M. Delannoy a présenté M. Malfilatre comme l'homme dévoué qu'il faut pour défendre le programme de justice et de liberté de l'Union Nationale et Républicaine.

M. MALFILATRE DEVELOPPE SON PROGRAMME

Enfant de Wattrelos, M. Malfilatre se présente avec confiance à ses électeurs. Il promet de donner tout son appui aux projets utiles qui lui seront présentés. Avec une profonde conviction, il fait part à ses auditeurs des idées qu'il défend.

M. Malfilatre respecte toutes les institutions, mais il répète que l'argent de tous doit aller à tous. Il ne fait pas de vaines promesses, il agira toujours dans l'intérêt de tous ses concitoyens. Il démontre que seule l'union sacrée peut faire triompher les idées de justice, de liberté et de fraternité qui remplissent son programme et qui parviendront à relever la France et à lui rendre son rang dans le monde.

Des applaudissements courrent la fin du discours de M. Malfilatre.

DISCOURS DE M. GŒTHALS

Le sympathique et dévoué président de l'Union Nationale et Républicaine, M. Gœthals, prend ensuite la parole pour tracer le programme de l'Union.

Il réclame la liberté de conscience, la répartition proportionnelle scolaire et le vote familial.

Le père de famille nombreuse est le mandataire de ses enfants. Il doit avoir la voix prépondérante. La famille est la base de la société.

Il lance aussi un appel pour que chacun travaille dans sa sphère afin de décider les indifférents et les tirer de leur torpeur. Il faut que chacun se rende compte du devoir à accomplir.

Les socialistes, radicaux-socialistes et surtout les communistes sont, dit-il, incapables de quelque chose de bien. Ils ne peuvent que semer la discorde et faire du tort à la France.

Me Gœthals a la conviction que tous les électeurs sauront se rendre à l'évidence et donneront leur voix au candidat capable de fournir ce qu'il promet.

Les applaudissements crépitent quand Me Gœthals termine son discours et, sur la proposition de M. Delannoy, un chaleureux « vivat » est chanté en l'honneur du vaillant candidat républicain, M. Malfilatre.

Une réunion de l'Union Nationale et Républicaine, rue Bourdaloue

Le programme de M. Beausire, candidat au Conseil d'arrondissement pour le canton Est, est énergiquement approuvé. — Discours de Me Victor Diligent.

Devant une nombreuse affluence réunie vendredi, à 20 h. 30, rue Bourdaloue, à l'ancienne salle Bogaerts, sous la présidence de M. Cornille, président du Comité de section de l'U.N.R., M. Beausire, le sympathique candidat au Conseil d'arrondissement, et Me Victor Diligent, l'éminent président des républicains démocrates, ont pris successivement la parole.

DISCOURS DE M. BEAUSIRE

Avec des arguments d'une logique irréfutable, M. Beausire a répété ses déclarations très franches et explicites, et a jeté les bases de son programme, empreint des nobles principes de justice, de liberté, d'ordre social.

M. Beausire a insisté sur la répartition proportionnelle scolaire. « Ce ne sont pas, a-t-il dit, des pères de familles nombreuses, qui ont créé la situation actuelle. Cette question doit être traitée par des chefs de famille.

L'œuvre et l'action de M. Beausire au Conseil municipal de Wattrelos ont été tout en faveur des intérêts des habitants, et, particulièrement M. Beausire s'est fait le défenseur des employés et des ouvriers.

M. Beausire a jeté la lumière sur les agissements des socialistes, qui, au point de vue social, n'ont absolument rien fait pour l'ouvrier.

Par les cotisations syndicales, les socialistes auraient pu faire, de ces ouvriers, des cogestionnaires d'entreprises et intéresser l'ouvrier à son travail ; en suscitant des grèves, ils sont responsables de nombreux chômages qui ont porté atteinte au commerce de nos places ; et qui donc, si ce n'est les socialistes, a combattu la loi sur les retraites ouvrières ?

« Vous ne seriez plus, a dit M. Beausire, les parents de ceux qui sont morts pour la liberté, des anciens combattants, ceux-là même qui nous ont donné la victoire, si, par une propagande obstinée, incessante, vous ne faisiez triompher, dimanche, les candidats de l'Union Nationale et Républicaine. »

Des applaudissements vigoureux ont salué la conclusion de M. Beausire. M. Cornille a remercié le dévoué candidat et a donné la parole à Me Victor Diligent.

DISCOURS DE Me VICTOR DILIGENT

Me Victor Diligent est le distingué président de la Fédération départementale des républicains démocrates.

Orateur très apprécié pour sa parole, Me Victor Diligent, s'appuyant sur des raisonnements d'une grande intelligence, a démontré brillamment qu'une entente était possible entre les partis républicains, et a examiné les terrains sur lesquels cette entente pouvait se faire.

« La question de gouvernement ne peut plus se poser, a-t-il dit. La République a subi l'épreuve du feu, et à cette dernière guerre, a vu tous ses enfants s'unir pour sa défense. Mais, dans sa forme même, plusieurs améliorations amèneraient un régime plus avantageux pour le pays.

Me Diligent expose quelques réformes dans l'ordre politique ; une équitable représentation proportionnelle sur une Chambre [illegible]